année politique suisse

DOKUMENTATION · ANALYSE · DIFFUSION

Sélection d'article sur la politique suisse

Dossier **Dossier: Messages sur l'immobilier du DDPS**

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Barras, François
Burgos, Elie
Huguenet, François
Schubiger, Maximilian

Citations préféré

Barras, François; Burgos, Elie; Huguenet, François; Schubiger, Maximilian 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Dossier: Messages sur l'immobilier du DDPS, 1999 - 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 12.10.2024.

Sommaire

Message sur l'immobilier militaire 2000 (MCF 99.065) 1
Message sur l'immobilier militaire 2001 (MCF 00.048) 1
Message sur l'immobilier militaire 2002 (MCF 01.035) 2
Message sur l'immobilier militaire 2006 (MCF 05.045) 2
Message sur l'immobilier militaire 2007 (MCF 06.049) 2
immobilier du DDPS 2008 Conseil des Etats Conseil national 3
Armeeimmobilien 2011 3
Immobilienbotschaft 2012 3
Immobilienbotschaft 2013 4
Immobilienbotschaft 2014 4
Immobilienbotschaft 2015 des VBS 5
Armeebotschaft 2017 (BRG 17.027) 6

Abréviations

VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
FK-NR	Finanzkommission des Nationalrats
SiK-SR	Sicherheitspolitische Kommission des Ständerates
EFK	Eidgenössische Finanzkontrolle
SiK-NR	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
WEA	Weiterentwicklung der Armee
AdA	Angehörige(r) der Armee

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
CdF-CN	Commission des finances du Conseil national
CPS-CE	Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats
CDF	Contrôle fédéral des finances
CPS-CN	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
DEVA	Développement de l'armée
Militaire	Militaire

Message sur l'immobilier militaire 2000 (MCF 99.065)

Organisation militaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 26.10.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Le Conseil fédéral a présenté son premier « Message sur l'immobilier militaire 2000 » dans lequel il a proposé l'ouverture de crédits de programme pour un montant total de 386 millions de francs. L'article « Projets immobiliers (transformations et constructions) » totalise à lui seul près de **CHF 212 millions**, soit quelques 24 millions de plus que l'année précédente. On y trouve un seul projet de plus de 10 millions (22 millions) attribué aux Forces aériennes. En l'occurrence, il s'agit de mesures de protection contre le bruit concernant des bâtiments situés à proximité d'aérodromes militaires. Le reste de la somme est répartie entre 53 crédits uniques et 9 crédits de programme. [1]

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 09.12.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Première chambre à examiner le message, le Conseil des Etats a rejeté par 34 voix contre 5 une proposition Gentil (ps, JU) de biffer les crédits d'aménagement de deux bâtiments destinés à accueillir SATOS 3, le projet d'écoute des communications de la Confédération. Ce dernier désirait que le parlement s'exprime tout d'abord sur le concept de l'organisation des renseignements avant d'approuver un crédit de construction. Lors du vote sur l'ensemble, **la petite chambre a approuvé le projet à l'unanimité**. Au Conseil national, la majorité des députés a tout d'abord écarté une proposition de non-entrée en matière du groupe écologiste par 90 voix contre 21. Lors de l'examen de détail, la discussion s'est également concentrée sur le projet SATOS 3 et la volonté des partis de gauche de ne pas attribuer de crédits pour l'aménagement des bâtiments. Après avoir rejeté ces deux propositions par 108 voix contre 58, puis 109 voix contre 58, **le Conseil national s'est prononcé favorablement sur l'ensemble** du message par 111 voix contre 52 et 6 abstentions. [2]

Message sur l'immobilier militaire 2001 (MCF 00.048)

Organisation militaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 12.12.2000
FRANÇOIS BARRAS

Innovation initiée l'an passé, le «message sur l'immobilier militaire 2001» a été présenté par le gouvernement, pour un **montant total de CHF 373.1 millions**. Le coût du programme de construction de l'année sous revue s'est porté à CHF 386 millions. Pour la première fois, le budget 2000 a pris en compte les réalisations de moins de CHF 10 millions, ce qui explique le saut des chiffres par rapport à 1999, dont l'ancien système ne comptabilisait qu'un montant de CHF 17.99 millions. Les crédits d'engagements 2001 se répartissent en trois points: des «projets immobiliers (transformations et constructions) d'une valeur de CHF 214.4 millions, des «prestations contractuelles» pour un coût de CHF 6.7 millions, et des «entretiens d'immeubles et rénovations» d'un montant total de CHF 152 millions. Pour le premier point, l'assainissement et l'agrandissement de la caserne de Liestal (BL) constitue un projet important, d'un coût de CHF 23.22 millions. Les crédits d'engagement ne dépassant pas CHF 10 millions sont pour le même point au nombre de 37 et recouvrent un investissement de CHF 191.18 millions. **Le Conseil national a adopté le programme** par 105 voix contre 26, **suivi de la Chambre haute** par 27 voix (unanimité). [3]

Message sur l'immobilier militaire 2002 (MCF 01.035)

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 12.12.2001
FRANÇOIS BARRAS

Organisation militaire

Le «message sur l'immobilier militaire 2002» a été présenté par le Conseil fédéral, pour un **montant total de CHF 409.4 millions**, soit environ CHF 40 millions de plus que l'année précédente. Trois volets pour les crédits d'engagement: «Projets immobiliers» (transformations et constructions) pour CHF 226.3 millions, «Prestations contractuelles» pour 11.1 millions, et «Entretien des immeubles et liquidations» pour 172 millions. **Le programme a été avalisé**, d'abord au Conseil des Etats (unanimité), puis à la Chambre du peuple (109 voix contre 49 de la gauche). [4]

Message sur l'immobilier militaire 2006 (MCF 05.045)

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 28.11.2005
ELIE BURGOS

Organisation militaire

Le Conseil fédéral a présenté, au mois de mai, son **message sur l'immobilier du DDPS 2006**. En tant que premier conseil, le **Conseil des Etats** s'est prononcé à l'unanimité en faveur du projet du gouvernement. Les débats ont cependant été plus disputés lors de son passage au **Conseil national**. Les députés ont accepté l'entrée en matière sur l'arrêté par 134 voix contre 20, malgré une proposition de non-entrée en matière de la minorité Lang (pe, ZG)/Hollenstein (pe, SG), qui remettait en cause la pertinence de l'ensemble du crédit affecté à l'immobilier militaire 2006, en raison des incertitudes existant quant à l'avenir de l'armée. Cette entrée en matière acquise, une nouvelle proposition de minorité des députés susmentionnés a demandé que le crédit de CHF 33 millions , qui devait être octroyé à la place d'armes de Bure (JU), soit biffé. Cette proposition a toutefois été écartée par 113 voix contre 39 (dont une majorité de socialistes et les Verts). En **vote final**, l'arrêté fédéral a été adopté par 121 voix contre 31 (Verts et une minorité de socialistes). [5]

Message sur l'immobilier militaire 2007 (MCF 06.049)

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 18.12.2006
ELIE BURGOS

Organisation militaire

Le Conseil fédéral a présenté, au mois de mai, son **message sur l'immobilier du DDPS 2007**. Il a proposé l'ouverture de crédits d'engagement pour un montant total de 283,6 millions de francs. Le projet du gouvernement comprenait plusieurs projets, dont le Centre d'instruction au combat pour la Suisse orientale à Fläsch (GR) et à Mels (SG), le Laboratoire de haute sécurité à Spiez (BE), et l'assainissement de la caserne de Drognens (FR). Au **Conseil national**, l'entrée en matière a été acquise sans difficulté, malgré une proposition de non-entrée en matière du député écologiste Josef Lang (ZG). Alors que la majorité du plénum a adhéré au projet du Conseil fédéral, les députés Lang et Recordon (pe, VD) ont déposé pas moins de six propositions de minorité. Seule proposition de minorité soutenue par le groupe socialiste (mais rejetée par 17 voix contre 2 en commission), le renoncement à des mesures de construction sur différents sites liées à l'IFASS (système intégré d'exploration et d'émission radio d'origine israélienne, qui avait été contesté par ces mêmes acteurs lors des débats relatifs au programme d'armement 2005), a été écarté par 112 voix contre 61. En vote final, le projet du gouvernement a été adopté par 117 voix contre 39 (écologistes et une majorité du groupe socialiste). Au **Conseil des Etats**, ce dernier a été adopté à l'unanimité.. [6]

immobilier du DDPS 2008 Conseil des Etats Conseil national

Organisation militaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 20.09.2007
ELIE BURGOS

Le Conseil fédéral a présenté, au mois de mai, son message sur l'**immobilier du DDPS 2008**. Il a proposé l'ouverture de 23 crédits d'engagement pour un montant total de 280 millions de francs. Le **Conseil des Etats** a adopté le projet du gouvernement à l'unanimité au mois de septembre. Au **Conseil national**, une minorité rose-verte emmenée par Hans Widmer (ps, LU) a proposé de renvoyer le projet au gouvernement avec mandat de présenter un nouveau projet plafonné à un montant de 230 millions de francs, soit une réduction de l'ordre de 50 millions de francs – proposition d'ailleurs formulée également par la sous-commission de la Commission des finances du Conseil national. La majorité de la commission a estimé, au contraire, qu'il n'était pas raisonnable de vouloir créer une sorte de «sous-plafond», le DDPS disposant déjà d'un plafond de dépenses de 3,8 milliards de francs par année. La proposition de renvoi a finalement été rejetée par 96 voix contre 60, Verts, socialistes et quelques UDC la soutenant pourtant. Lors de la discussion par article, socialistes et Verts ont soutenu plusieurs propositions de minorité différentes visant à biffer des projets d'investissement spécifiques et à limiter certaines dépenses. Elles ont cependant toutes été rejetées par le plénum. Au vote sur l'ensemble, le projet du Conseil fédéral a été approuvé par 111 voix contre 68 (Verts, socialistes et quelques UDC). [7]

Armeeimmobilien 2011

Organisation militaire

DÉBAT PUBLIC
DATE: 27.09.2011
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Zu Beginn des Berichtjahres wurden Details aus dem Bereich der **Armeeimmobilien** publik. So wurde befürchtet, das die Schliessung von Waffenplätzen Konsequenzen für die jeweiligen Standorte hätten. An verschiedenen Jahresrapporten in den Kasernen stand dies auf der Traktandenliste. Grössere Reaktionen hatte auch ein interner Bericht des VBS hervorgerufen, welcher ein Versagen des Baumanagements der Armee aufzeigte. In einer Vielzahl von Umbauprojekten hatte man sich im VBS in Bezug auf die Kosten bisweilen um mehrere Millionen Franken verschätzt. Schuld daran seien konfuse Abläufe innerhalb des VBS, urteilte etwa die SonntagsZeitung. Zu einem ähnlichen Schluss kam ein Prüfungsbericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle, der festhielt, dass die Armeebauten mit zu wenig Mitteln unterhalten würden und damit in einem schlechten Zustand seien. Die Bewirtschaftungs- und Investitionsplanung der Immobilien des VBS wurden in der Immobilienbotschaft des VBS (Bundesratsgeschäft 11.017) festgehalten. Diese hiessen die Räte im September gut. [8]

Immobilienbotschaft 2012

Organisation militaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 19.09.2012
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die VBS **Immobilienbotschaft 2012** wurde Ende Februar vom Bundesrat publiziert und Anfang Juni im Nationalrat als Erstrat beraten. Der Bundesrat beantragte dem Parlament Kredite in der Höhe von insgesamt rund 407 Mio. CHF. Damit sollen Gebäudesanierungen, Instandhaltungen und ein Infrastrukturprojekt umgesetzt werden können. Namentlich sollen Kasernenbauten auf dem Waffenplatz Bure (JU) sowie eine Militärische Radarstation in den Alpen saniert werden, worunter die Erneuerung einer Seilbahn und die Renovation einer Truppenunterkunft fällt. Auf dem Flugplatz von Payerne (VD) sollen die Rollbahnen und weitere Flugbetriebsflächen verbessert und dem Jura Südfuss entlang und über die Gemmi Breitbandübertragungsleitungen verlegt werden, um das militärische Datenübertragungssystem vom öffentlichen (Swisscom) loszulösen. Überdies wurde ein Rahmenkredit über 287 Mio. CHF beantragt, um den allgemeinen Immobilienbestand zu erhalten. Die Botschaft und damit die beantragten Mittel wurden im Nationalrat grösstenteils anerkannt und gutgeheissen. Einzig die Grüne Fraktion hatte einen Rückweisungsantrag gestellt. Die Partei begrüsste zwar grundsätzlich die Stossrichtung der Regierung und die Anpassung der Gebäude an deren Nutzung und Qualität. Es wurde jedoch argumentiert, dass mit dem rückläufigen

Truppenbestand Kosten eingespart werden sollten und verlangt, dass das VBS die Kosten des Rahmenkredits für Vorhaben zugunsten von Eigentümervertretern und Mietern um 100 Mio. CHF reduziere. Die anderen Parteien standen weitestgehend hinter dem Antrag des Bundesrates und stellten sich gegen den Rückweisungsantrag der Grünen. Diesem wurde entsprechend nicht Folge gegeben. Der Nationalrat nahm die Immobilienbotschaft einstimmig an, wobei auch die nötigen Abstimmungen über die Ausgabenbremse einstimmig ausfielen. Der Ständerat befasste sich Mitte September mit der Immobilienbotschaft, folgte den Anträgen diskussionslos und nahm die Botschaft ebenfalls einstimmig an. [9]

Immobilienbotschaft 2013

Organisation militaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 26.09.2013
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die **Immobilienbotschaft 2013** des VBS wurde Ende Februar publiziert und im Juni erstmals beraten. Der Bundesrat beantragte Kredite im Gesamtbetrag von rund CHF 505,5 Mio. Der grösste Anteil davon (CHF 150 Mio.) soll für den Umbau des Rechenzentrums des VBS verwendet werden. Kleinere Posten decken Projekte an Bauten in Monteceneri (TI), Steffisburg (BE) und Payerne (VD) ab. Weiter sollen Arbeiten am Einsatznetz Verteidigung vorgenommen werden. Gut CHF 239 Mio. sollen in einen Rahmenkredit für Vorhaben bis CHF 10 Mio. zugunsten der Eigentümervertreter und Mieter fliessen. Dabei handelt es sich um Objekte in der Verantwortung von armasuisse Immobilien, sprich Bauten für Einsatz, Ausbildung und Logistik der Landesverteidigung sowie der nationalen Sicherheit. Der Ständerat befasste sich in der Sommersession mit dem Geschäft. Die Botschaft wurde gemäss Entwurf und Antrag des Bundesrates einstimmig mit 34 Stimmen angenommen und an die grosse Kammer überwiesen. In der Herbstsession stand das Geschäft auf der Tagesordnung des Nationalrates. Die positive Einstellung aus der Ständekammer wurde von den Volksvertretern nicht vollends geteilt: Zwar hatte die vorberatende Kommission mit 21 zu null Stimmen die Vorlage eindeutig gutgeheissen, im Raum stand aber ein Einzelantrag Gysi (sp, SG) auf Genehmigung von lediglich CHF 400 Mio. Die SP-Fraktion hiess den Antrag des Bundesrates insgesamt gut, merkte jedoch an, dass dieser weit höher sei, als in den vergangenen Jahren (2012: CHF 407 Mio.). Weil zusätzlich in der Immobilienbotschaft angemerkt worden war, dass die Beträge mit den gegenwärtigen finanzpolitischen Planungen (Voranschlag 2013 und im Finanzplan 2014-2016) nicht finanzierbar seien, rief die SP zu Zurückhaltung auf. CHF 100 Mio. würden voraussichtlich ohnehin nicht beansprucht, begründeten die Genossen ihren Antrag. Die Grüne Partei war allerdings die Einzige, welche den Antrag unterstützte, die bürgerlichen Fraktionen waren allesamt für eine bedingungslose Unterstützung der Botschaft. Auch die Finanzpolitische Kommission sprach sich in einem Mitbericht für die Vorlage aus, so dass schliesslich die wohlwollenden Kräfte überwogen und das Geschäft entsprechend mit 132 zu 49 Stimmen verabschiedet wurde. Mit der Lösung der Ausgabenbremse auch im Nationalrat wurde das Geschäft abgeschlossen. [10]

Immobilienbotschaft 2014

Organisation militaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 22.09.2014
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Etwas später als im Vorjahr, nämlich erst im Juni legte der Bundesrat die **Immobilienbotschaft 2014** des VBS vor. Die von der Regierung beantragten Mittel beliefen sich auf knapp CHF 440 Mio. Für den Departementsbereich Verteidigung sollten für zwei Vorhaben rund CHF 120 Mio. gesprochen werden. Damit sollen Infrastrukturprojekte auf dem Flugplatz von Payerne (VD) sowie auf dem Waffenplatz Bure (JU) finanziert werden. Diese beiden Vorhaben sollten bis 2019 abgeschlossen werden. Mit einem Rahmenkredit über CHF 290 Mio. sollen diverse weitere, so genannt „kleine Bauvorhaben" an Objekten der „armasuisse Immobilien" realisiert werden. Darunter fallen Bauten für Einsatz, Ausbildung und Logistik der Landesverteidigung sowie der nationalen Sicherheit. Der Rahmenkredit dient zur Tilgung von Kosten aller Art, von Studien und Projektierungen über Instandsetzungsmassnahmen und teuerungsbedingten Mehrkosten bis zu dringenden und ungeplanten Vorhaben. CHF 10 Mio. davon wurden beispielsweise veranschlagt, um Baumassnahmen für die Bereitstellung von Asylunterkünften umzusetzen. Weitere CHF 30 Mio. wurden beantragt, um nötigenfalls und kurzfristig neue Objekte zumieten zu können,

beziehungsweise in Einzelfällen auch Ausbauten zu tätigen. Ausschlaggebend für diesen Schritt war eine Erfahrung aus dem Jahre 2013, als eine Rochade in der Nutzung von Bundesimmobilien zu Komplikationen führte. Ein Mietgeschäft, welches Kosten von CHF 10 Mio. nicht übersteigt, bedarf keiner Genehmigung durch das Parlament. Zumiete und Ausbau überstiegen jedoch damals diese Schwelle, was zu kurzfristiger Handlungsunfähigkeit von „armasuisse Immobilien" führte. Das Polster dieser nun zu genehmigenden CHF 30 Mio. sollte solchen Fällen vorbeugen. Mit diesem Rahmenkredit zeigte sich der Bundesrat überzeugt, eine praxisbezogene und haushaltsrechtlich einwandfreie Lösung für Probleme, die in Zusammenhang mit Mietgeschäften immer wieder auftreten, gefunden zu haben. Gleichzeitig werde damit Spielraum für rasches und zielgerichtetes Handeln geschaffen. In der Herbstsession befasste sich der Nationalrat mit dem Geschäft. Mit 152 zu 0 Stimmen wurde die Immobilienbotschaft zwar ohne Abstriche genehmigt, jedoch relativieren die 32 Enthaltungen die Deutlichkeit der Entscheidung. Vor der Schlussabstimmung scheiterte ein Minderheitsantrag Fridez (sp, JU), welcher den Rahmenkredit für kleine Vorhaben auf CHF 145 Mio. kürzen wollte. Mit Rahmenkrediten würden die Departemente Gelder einsetzen, ohne dass das Parlament wisse, wohin die Mittel fliessen. Diesen Zustand kritisierte Nationalrätin Barbara Gysi (sp, SG) und forderte im Plenum, solche „Black-Boxes" nicht zu genehmigen. Mit 52 zu 131 Stimmen unterlag der Vorschlag. Von den 52 links-grünen Nein-Stimmenden signalisierten noch 32 in der Schlussabstimmung ihren Unmut durch Enthaltung. Im Ständerat konnte Kommissionssprecher Alex Kuprecht (svp, SZ) dem Geschäft den Weg ebnen. Die Haltungen in der Kommission seien unumstritten und in Anerkennung der Notwendigkeit aller Bauvorhaben beantragte er, die Kredite zu genehmigen. Pro forma äusserte sich auch noch Verteidigungsminister Maurer, der den Abstimmungen jedoch unbesorgt beiwohnen konnte: Mit 40 Stimmen wurde der Antrag in allen Punkten jeweils einstimmig durchgewinkt. [11]

Immobilienbotschaft 2015 des VBS

Organisation militaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 01.06.2015
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Mit der **Immobilienbotschaft 2015 des VBS** beantragte der Bundesrat im Februar einen Verpflichtungskredit über insgesamt CHF 467.6 Mio. Damit sollten unter anderem Renovationsarbeiten auf den Waffenplätzen von Thun/BE (CHF 72 Mio.) und Isone/TI (CHF 55 Mio.) durchgeführt werden können. Weitere Ausgaben entfallen auf Infrastrukturprojekte im Bereich des Führungsnetzes Schweiz sowie eine Radarstation. Im Gesamtbetrag war auch ein Rahmenkredit über CHF 228.5 Mio. beantragt worden, womit Vorhaben bis CHF 10 Mio. von der armasuisse Immobilien eigenständig umgesetzt werden können. Der Ständerat hatte sich als Erstrat damit zu befassen, es war jedoch eine kurze Debatte. SiK-Sprecher Baumann (cvp, UR) und Verteidigungsminister Maurer waren die einzigen Redner und standen für das Gleiche ein: Eintreten und Annahme. So wurde das Geschäft diskussionslos und mit 38 Stimmen einstimmig an den Nationalrat überwiesen. [12]

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 22.09.2015
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die **Immobilienbotschaft 2015 des VBS** kam im Nationalrat im September zur Sprache. Auch dessen SiK war mit 18 zu 6 Stimmen deutlich für den Regierungsantrag. Eintreten war unbestritten und in der Detailberatung galt es lediglich einen Gegenantrag Gysi (sp, SG) zu behandeln. Die Sozialdemokratin forderte eine Reduktion des Gesamtkredits um CHF 100 Mio., wobei Abstriche bei den Rahmenkrediten vorgenommen werden sollten. Sie nahm dabei Projekte von je unter CHF 10 Mio. in den Fokus, die, so ihre Einschätzung, jährlich nicht beanspruchte Kredite verursachen, weswegen eine Kürzung des Gesamtbetrages um CHF 100 Mio. umsetzbar sei. Die verbleibenden CHF 128 Mio. würden für die skizzierten Massnahmen ausreichen. Im Weiteren bemängelte Gysi auch, dass im vorliegenden Immobilienkreditantrag der Umfang des Rahmenkredits wieder wesentlich höher ausfiel als noch in den Jahren vor 2010 und die seither erfahrene Steigerung abgeblockt werden müsse. Vom 2014 gesprochenen Rahmenkredit (CHF 290 Mio.) sei noch kein einziger Franken ausgegeben worden. In diesem Sinne erachtete sie es als nicht nötig, weitere Mittel für Rahmenkredite bereitzustellen. Am Ende hatte der Vorschlag jedoch zu wenige Unterstützende und scheiterte mit 48 gegen 129 Stimmen. Nach der mit 177 Stimmen einstimmig gelösten Ausgabenbremse wurde die Behandlung des Geschäfts mit 173 Stimmen ebenfalls einstimmig abgeschlossen (9 Enthaltungen). [13]

Armeebotschaft 2017 (BRG 17.027)

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 22.02.2017
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Armement

Ende Februar wurde das Rüstungsprogramm für das neue Jahr verabschiedet. Genau genommen handelte es sich bei der Publikation um die **Armeebotschaft 2017**, wobei jedoch die beantragten Mittel für das Rüstungsprogramm den Löwenanteil ausmachten. Daneben wurde das Budget für Armeematerial sowie für Immobilien beantragt. Der Bundesrat hielt sich an die vom Parlament im Rahmen der WEA beschlossenen CHF 20 Mrd. für die Jahre 2017 bis 2020, wobei beabsichtigt wurde, rund 40 Prozent davon für Investitionen in Rüstung und Immobilien zu investieren. Eine wichtige Anpassung gegenüber der Armeebotschaft 2016 war durch die Sistierung der BODLUV nötig geworden: Für BODLUV eingeplante Mittel mussten neu angelegt werden. Mit dem vorliegenden Gesamtpaket in Form einer Armeebotschaft beantragte die Regierung erstmals die jährlichen Verpflichtungskredite gleichzeitig. Dieses Vorgehen biete eine bessere Gesamtsicht über anstehende Beschaffungen der Armee, befand der Bundesrat in seiner Medienmitteilung.

Rüstungsprogramm 2017
Das Rüstungsprogramm hatte ein Gesamtvolumen von CHF 900 Mio. und umfasste vier einzelne Verpflichtungskredite. Der grösste Anteil davon wurde für die Nutzungsverlängerung der F/A-18 Kampfjets veranschlagt. Hierfür sollten CHF 450 Mio. gesprochen werden. Die „Hornets" werden aller Voraussicht nach länger im Einsatz stehen, als ursprünglich geplant. Damit keine Lücke bei der Verteidigung des Luftraumes entstehen wird, sollen die Flieger für die verlängerte Betriebsdauer nachgerüstet werden. Würden keine Massnahmen ergriffen, erreichten die Flugzeuge nach rund 5'000 Flugstunden pro Flugzeug etwa 2025 das Ende ihrer Nutzungsdauer. Das Ziel der Armee war es, die Flieger bis 2030 im Einsatz halten zu können und deren Einsatzdauer auf 6'000 Flugstunden je Maschine zu verlängern. Skizziert waren in der Rüstungsbotschaft die Erneuerung diverser Kompenenten sowie der Flugzeugstruktur, wo vermehrt Probleme bemerkbar wurden. Hinzu kam die Nachbeschaffung eines Radarlenkwaffen-Systems, das die operationelle Wirksamkeit der Jets erhöhen solle. Diese Variante wurde anderen geprüften Möglichkeiten vorgezogen. Eine Erhöhung der möglichen Flugstunden auf 7'000 wurde verworfen, weil sie zu teuer und zu unsicher wäre und die reine Erhöhung der Flugzeit ohne gleichzeitige Anpassung der Systeme überdies nicht zweckmässig wäre. Auch die weitere Alternative eines umfassenden Upgrade-Programms wurde angesichts der nach wie vor beschränkten Nutzungsdauer als zu teuer erachtet. Somit wurde ein Zwischenweg vorgeschlagen, der sich jedoch als äusserst umstritten herausstellen sollte (dazu weiter unten mehr).
Weitere CHF 175 Mio. wurden für den Werterhalt eines integrierten Funkaufklärungs- und Sendesystems veranschlagt. Hierbei ging es um eine Aktualisierung der Teilbereiche, die aufgrund des Technologiewechsels von analog auf digital nötig geworden waren. Das sogenannte Ifass bringe der Armee einen grossen Nutzen und es sei entsprechend notwendig, den Werterhalt zu ermöglichen. CHF 50 Mio. schlugen für Informatikkomponenten zu Buche, sie wurden für das VBS-Rechenzentrum Campus veranschlagt. Es handelte sich dabei um die Ausstattung des 2016 beschlossenen Rechenzentrums, das bis 2020 betriebsbereit sein soll.
Mit den übrigen CHF 225 Mio. sollte Munition beschafft werden. Begründet wurde dies mit der WEA, unter deren Bestimmungen die Einsatzbereitschaft der Armee wieder erhöht worden war. Um die 35'000 AdA innert 10 Tagen einsatzbereit zu haben, müssten auch die Munitionsdepots wieder aufgefüllt werden – nachdem sie zuvor sukzessive abgebaut worden waren. Hierfür wurde mit dem vorliegenden Antrag eine umfangreiche Munitionsbeschaffung vorbereitet. Man müsse vorsorgen, so die grundsätzliche Einschätzung der Regierung. Weil eine Beschaffung selbst jedoch lange dauere, müsse man früh damit beginnen. So wurde dieser Posten auch als ausserordentlich bezeichnet. Im Wesentlichen handelt es sich um Patronen diverser Kaliber, wobei die 5,6mm-Gewehrpatrone am stärksten ins Gewicht fiel. Daneben sollten 12,7mm Patronen für die Maschinengewehre sowie 12cm-Geschosse für die Panzer angeschafft werden.

Rahmenkredite für Armeematerial
Ein CHF 750 Mio. schwerer Gesamtkredit wurde im Rahmen der Armeebotschaft 2017 ebenfalls beantragt. Drei Bereiche sollten damit ausgestattet werden. Ein Rahmenkredit über CHF 173 Mio. sollte für Projektierungen, Tests und Beschaffungsvorbereitungen gesprochen werden. Damit werden allerhand Projekte finanziert, die dereinst in Rüstungsvorhaben münden und den Schritt von der konzeptionellen Phase in die

Umsetzungsphase bewältigen müssen. Es handelte sich hierbei also um eine Art Blankocheck, zum Beispiel um Studien und Konzepte zu erarbeiten, um Prototypen zu bauen oder um technische Abklärungen zu treffen.
Der Ausrüstungs- und Erneuerungsbedarf liegt bei CHF 421 Mio. Im Wesentlichen werden damit die persönlichen Ausrüstungen der AdA und deren Bewaffnung beschafft sowie ferner auch Ersatz- und Nachbeschaffungen für bereits eingeführtes Armeematerial ermöglicht. Zuletzt gab es in diesem Bereich einen Antrag über CHF 156 Mio. für die Ausbildungsmunition und Munitionsbewirtschaftung. Hierunter fällt der ordentliche jährliche Bedarf an Munition, der hauptsächlich zu Übungszwecken verschossen wird und der damit nicht in dem im Rüstungsprogramm beantragten Posten inbegriffen ist.

Immobilienprogramm 2017
Das Immobilienprogramm umfasste total CHF 461 Mio. und stellte einen Gesamtkredit dar, der aus neun Verpflichtungskrediten und einem Rahmenkredit zusammengesetzt war. Die Schwerpunke und damit die grösseren Budgetposten entfielen auf Infrastrukturen an Luftwaffenstandorten, wofür zusammen 5 Verpflichtungskredite in der Höhe von total CHF 156 Mio. gesprochen werden sollten. Hauptnutzniesser waren die Standorte Emmen/LU und Payerne/VD. Erstere Basis war und sollte auch langfristig der Hauptstandort der Luftwaffe sein. Der Rahmenkredit für das Immobilienprogramm umfasste mehrere, nicht einzeln spezifizierte Vorhaben von je unter CHF 10 Mio. Dazu zählten Studien und Projektierungen, Ausbauten und Liegenschaftskäufe, Werterhaltungsmassnahmen sowie weitere Zwecke.

Über alle diese drei Ausgaben hinweg werde für die Schweizer Wirtschaft eine Wertschöpfung von über CHF 1 Mia. generiert. Was ferner nicht in der Schweiz erbracht werden kann, soll über Kompensationsgeschäfte trotzdem in der Schweiz beschäftigungswirksam sein. Der Bundesrat sah in den Beteiligungen die Chance, Know-how aufzubauen und technologisch hochstehende Industriezweige zu fördern. Der Betrieb und der Unterhalt aller Elemente aus den Rüstungsgeschäften sollen auch langfristig Arbeitsplätze erhalten und sogar neu schaffen. [14]

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 25.09.2017
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Weniger umstritten und auch viel kürzer gestaltete sich die Beratung der **Armeebotschaft 2017** in der kleinen Kammer. Die Ständerätinnen und Ständeräte waren mehrheitlich einverstanden mit den drei Vorlagen und nach lediglich sechs Wortmeldungen konnten die Geschäfte abgeschlossen werden. Einer der Redner war Thomas Minder (parteilos, SH), der sich indes sehr kritisch äusserte und namentlich den Munitionskauf beanstandete. Ihn störte, dass die Sistierung von BODLUV dazu geführt habe, dass «der Topf einfach mit Munition aufgefüllt» werde, um Kreditreste zu verhindern. Aber nicht nur das, der Schaffhauser nutzte die Gelegenheit, um grundsätzlichen Tadel bezüglich der bundesrätlichen Vorgehensweise bezüglich anderer grosser Beschaffungsprojekte – namentlich der anstehenden Kampfjetevaluation – zu äussern. Nichtsdestotrotz stehe er für das Rüstungsprogramm ein. Zum Rüstungsprogramm gab es zwar einen Minderheitsantrag Savary (sp, VD), mit dem ebenfalls der Munitionskauf beanstandet wurde. Dieser entsprach dem Versuch der SP im Nationalrat, gänzlich auf den Munitionskauf zu verzichten. Für die Rüstungsbeschaffungen sollten also nur CHF 675 Mio. gesprochen werden, statt der beantragten CHF 900 Mio. Mit 29 zu 9 Stimmen blieb dieser Antrag jedoch auch im Ständerat erfolglos. Mit 32 zu 4 Stimmen wurde das Rüstungsprogramm dann deutlich genehmigt (3 Enthaltungen). Auch bezüglich des Rahmenkredits für Armeematerial (39 zu 1) und der Immobilienbotschaft (39 zu 0, 1 Enthaltung) folgten die Standesvertreterinnen und Standesvertreter der Volkskammer. Die Armeebotschaft war damit unter Dach und Fach. [15]

1) FF, 1999, p. 7807 ss.
2) BO CE, 1999, p. 1015 ss.; BO CN, 1999, p. 2460 ss.
3) BO CE, 2000, p. 897 s.; BO CN, 2000, p. 1013 ss.; FF, 2000, p. 3459 ss.
4) BO CE, 2001, p. 544 ss.; BO CN, 2001, p. 1769 ss.; BO CN, 2001, p. 1782 s.; BO CN, 2001, p. 1851; BO CN, 2001, p. 1865; FF, 2001, p. 3703 ss.
5) BO CE, 2005, p. 670 ss.; BO CN, 2005, p. 1554 ss.; BO CN, 2005, p. 1554 ss.; FF, 2005, p. 3441 ss.
6) BO CE, 2006, p. 1163 ss.; BO CN, 2006, p. 1424 ss.; FF, 2006, p. 6323 ss.; FF, 2007, p. 225 ss.
7) FF, 2007, p. 3491 ss.; BO CE, 2007, p. 735 ss.; BO CN, 2007, p. 2038 ss.
8) AB SR, 2011, S. 387 ff. und 922 f., AB NR, 2011, S. 1420 ff.; BBl, 2011, S. 2123 und 7625 f.; zur Kritik vgl. Presse vom 3.1. und 5.1.11; SoZ vom 6.3. und 20.3.11.
9) BRG 12.030: BBl., 2012, 2813 ff.; AB NR, 2012, S. 971 ff.; AB SR, 2012, S. 799 ff.

10) BBl, 2013, S. 1885 ff., AB SR, 2013, S. 604 ff.; AB NR, 2013, S. 1682 ff.
11) AB NR, 2014, S. 1666 ff.; AB SR, 2014, S. 1161 ff.; BBl, 2014, S. 4885 ff.
12) AB SR, 2015, S. 310 ff.; BBL, 2015, S. 1889 ff.
13) AB NR, 2015, S. 1717 ff.
14) BBl, 2017, S. 2761 ff.; Medienmitteilung Bundesrat vom 23.02.2017; BZ, CdT, LT, LZ, NZZ, 24.2.17
15) AB SR, 2017, S. 692 ff.; NWZ, NZZ, 26.9.17